

PROJECT PERFORMANCE REPORT

Project title:	Protection et solutions mixtes des réfugiés centrafricains vivant au Sud du Tchad
Budget Year:	2016
Situation(s):	1116
Operation:	TCD ABC
Population Planning Group(s):	1TCDB Réfugiés Centrafricains au Sud du Tchad
Goal(s):	Protection et solutions mixtes (PF)
Cost Centre(s):	11084
Partner Code:	1042016 (ADES)
Submitting Partner Name:	Agence de Développement Economique et Social (ADES)
Reporting Period:	01 janvier au 30 juin 2016
Date of Report:	15 Juillet 2016

1.1 Project Statement

Le présent projet vise à assurer un meilleur logement à tous les réfugiés centrafricains vivant dans les camps et les villages hôtes au sud du Tchad. Cette réponse est modulée en fonction des besoins de chaque groupe de réfugiés et de chaque ménage. Les personnes à besoins spécifiques incapables d'assurer par elles-mêmes la construction de leurs abris reçoivent un abri construit par ADES. Les personnes valides reçoivent un appui qui les aide à assurer eux-mêmes la construction de leurs abris.

Le projet vise également à assurer la mise en place des infrastructures communautaires.

Le respect des lois et règlements nationaux en matière environnementale et la participation effective des bénéficiaires à la mise en œuvre de ce projet constituent également des axes essentiels de ce projet.

1.2 Operational Context

Sur le plan international, l'actualité reste dominée par les activités meurtrières du groupe Etat Islamique au Levant contre lequel s'oppose une coalition internationale de plus en plus impuissante devant les attentats terroristes kamikazes qui endeuillent régulièrement plusieurs familles en Europe, en Asie et en Afrique. En Europe, à cause des différentes mesures de riposte et de réponses prises, il faut noter qu'au cours de ce premier semestre 2016, la vague de migration de réfugiés syriens, irakiens, afghans et autres aux portes du vieux continent, a considérablement baissé d'intensité. Au niveau régional, la situation sécuritaire demeure préoccupante. Malgré une relative accalmie au Soudan et en République centrafricaine, voisins du Tchad, des sources d'insécurité demeurent toujours le long des frontières avec ces pays. La situation est plus compliquée du côté du Nigeria, du Cameroun et du Niger avec les incessantes incursions de la secte islamiste Boko Haram. Cependant, la riposte contre les activités de cette nébuleuse s'organise de mieux en mieux entre les états concernés. Plusieurs rencontres de travail dans ce sens ont eu lieu et cela a conduit dans le cadre de la protection des personnes déplacées et réfugiées à l'élaboration et à la signature le 8 Juin dernier avec la participation du HCR d'un document dit « Déclaration d'Action d'Abuja » entre le Tchad, le Niger, le Nigeria et le Cameroun.

Globalement, le contexte de l'opération humanitaire du Sud du Tchad a très peu changé par rapport à la situation initiale de janvier 2016. On note toujours d'arrivées de réfugiés dans la zone du projet mais de manière sporadique.

A l'intérieur du Tchad, les élections présidentielles se sont relativement déroulées dans le calme sans incidents majeurs sur l'opération. Malgré que le processus ne s'achève qu'avec l'investiture en aout prochain, la tendance est à l'optimisme.

Sur le plan opérationnel, la stratégie de mise en place des abris n'a pas du tout changé, elle reste orientée vers la construction des abris au profit des personnes vulnérables et l'appui à la mise en place des abris pour les ménages valides.

En début d'année, un besoin important a été identifié dans le domaine des infrastructures communautaires telles que les écoles, les centres de santé dans les villages hôtes. Le premier semestre a permis d'apporter quelques réponses et le second semestre s'inscrira dans la continuité.

Du point de vu impact, les six premiers mois de l'opération ont fait évoluer de manière sensible, quelques indicateurs clefs à savoir :

N°	Site	Indicateur	Baseline	Situation actuelle	Cible
Objectif 416: Mise en place, amélioration et maintien d'abris et d'infrastructures					
01	All sites (Belom, Dosseye, Doholo, Amboko, Gondjé)	% des ménages vivant dans un logement adéquat	68,94	81,63	80%
Objectif 419: Renforcement des services destinés aux personnes ayant des besoins spéciaux					
01	All sites (Belom, Dosseye, Doholo, Amboko, Gondjé)	% de personnes prises en charge à besoins spécifiques, ayant accès à des services liés à leurs besoins spéciaux.	85%	90%	90%
Objectif 511: Promotion de la coexistence pacifique avec les communautés locales					
01	All sites (Belom, Dosseye, Doholo, Amboko, Gondjé)	Les populations locales supportent la présence continue des réfugiés (Oui/Non)	Oui	Oui	Oui
Objectif 513: Amélioration de l'autosuffisance et des moyens d'existence					
01	All sites (Belom, Dosseye, Doholo, Amboko, Gondjé)	% de personnes prises en charge (18-59 ans) ayant leur propre affaire ou travaillant comme indépendants depuis plus de 12 mois	51%	51% - 73%	73%
Objectif 811: La gestion des opérations, la coordination et le soutien renforcés et optimisés					
01	All sites (Belom, Dosseye, Doholo, Amboko, Gondjé)	Perfectionnement et amélioration de la gestion et de la coordination des camps (oui/non)	Oui/Non	Oui	Oui

1.3 Problem(s), Objective(s) and Intended Impact

On note au premier semestre 2016, une amélioration considérable du pourcentage de ménages vivant dans des abris adéquats. La remise en état de 1 650 abris a permis de faire passer l'indicateur de 68,94% à la fin de l'année 2015 à 81,63% à la fin du premier semestre ; ce qui marque pratiquement l'atteinte de l'objectif annuel fixé. Cependant, le secteur ne manque pas de défis. Le type d'abris mis en place est conçu totalement en matériaux locaux, la période propice aux constructions en matériaux locaux est limitée sur 6 mois et la rareté de matériaux (pailles) réduisent les possibilités de construction rapide. A cela s'ajoutent les difficultés d'ordre logistique pour le transport des matériaux de construction.

Du fait de la durée de vie de certains matériaux constitutifs des abris, il y a lieu de procéder à l'entretien sur une période biennale notamment pour la toiture. Le manque d'entretien du toit des abris pour les vulnérables les exposera aux intempéries (vents, pluie) et accidents (chute de bois de la toiture).

Dans le domaine de la coexistence pacifique, il n'y a aucun incident intercommunautaire majeur à annoncer. La construction d'un nombre non négligeable d'infrastructures communautaires (Abattoir et 2 salles d'hospitalisation à Goré, réhabilitation du CEG et du centre de santé de Beureuh, la construction de 3 cliniques vétérinaires à Dosseye, Gondje et Amboko, ...) et quelques autres projets en cours ont de manière non négligeable contribué à apaiser les populations des alentours des camps de réfugiés et à détendre l'ambiance avec les autorités locales. Ces activités ont eu aussi des retombées positives dans le domaine des moyens d'existence puisqu'elles ont donné l'opportunité à beaucoup de personnes de développer des nouvelles activités génératrices de revenus, sources de subsistance de beaucoup de ménages ou d'améliorer les conditions d'exercice de ces activités. On pense en particulier à la construction de l'abattoir, des cliniques vétérinaires notamment.

Au niveau de la coordination, l'effet escompté à travers la mutualisation des ressources sur le projet de construction du compound des ONGs n'a pas été ressenti au premier semestre puisque les travaux de construction bien qu'en phase de finition ne sont pas encore à leur terme. Cela pourra être effectif au début du second semestre.

2.0 POPULATION OF CONCERN/OTHER SUPPORTED ENTITIES

2.1 Project's Population of Concern

Le projet concerne plus de 49 000 réfugiés vivant dans les camps de Belom, Dosseye, Amboko, Gondje et Doholo. Ces réfugiés sont tous centrafricains.

2.2 Demographic Data Planification sur 3 ans

Très pauvres et pauvres: réduction de 70% à 30% (40%) ; Moyens: Augmentation de 20% à 55% (35%) ; Nantis: Augmentation de 10% à 15% (5%)

Classification des catégories de ménages réfugiés par camp

Groupes de richesse	Tres pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis	Total ménage	Total ind
Amboko	505	736	610	252	2103	8186
Gondje	594	613	498	211	1916	7637
Dosseye	1253	1121	593	330	3297	12083
Belom	1941	1456	874	582	4853	18533
Doholo	-	-	-	-	651	1971
Grand Total	4293	3926	2575	1375	12169	

Classification des catégories de ménages réfugiés par camp en %

Groupes de richesse	Tres pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis	Total
Amboko	24%	35%	29%	12%	100%
Gondje	31%	32%	26%	11%	100%
Dosseye	38%	34%	18%	10%	100%
Belom	40%	30%	18%	12%	100%
Doholo					

Population réfugiée CAR par site (camp et villages hôtes au 14 Novembre 2014)

Il n'a pas eu de changement majeurs sur les statistiques des réfugiés à noter au cours de ce premier semestre 2016.

2.3 Other Supported Entities

Il faut affirmer qu'il n'y a eu aucun changement dans la politique générale de mise en œuvre des activités par ADES par rapport aux groupes cibles du projet. En dehors de quelques types d'activités spécifiques dont les cibles sont spécifiquement les réfugiés, la majeure partie des activités bénéficient conjointement aux réfugiés et aux populations locales vivant aux alentours des camps et sites dans un rapport relatif de 70%/30% en faveur bien sur des personnes réfugiées.

3.0 IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS

3.1 Implementation

La stratégie de mise en œuvre des activités reste globalement inchangée durant le premier semestre 2016. Pour le besoin de coordination, la Direction Générale, siège social de l'organisation se situe à N'Djamena. Elle est constituée de :

- 1 Directeur Général : 1er responsable de l'organisation au niveau international sur le plan opérationnel,
- 1 Chef de bureau pour la coordination national résidant à N'Djamena,
- 1 Chargé de programmes et de projets,
- 1 Assistant au programme chargé de suivi,
- 1 Coordonnateur Médical national,
- 1 Contrôleur financier interne,
- 1 Comptable principal pour l'opération de l'Est, avec son assistante
- 1 Comptable principal pour l'opération du Sud,
- 1 Responsable communication et plaidoyer,
- Et un staff d'accompagnement

Pour la mise en œuvre des activités sur les sites de projet, il est ouvert deux (02) bureaux de terrain au Sud à savoir :

▪ 1 bureau à Goré

Constitué d'une équipe qui comprend un (1) coordonnateur du projet Sud, un (01) assistant administrateur financier, deux (02) techniciens génie civil, deux (02) animateurs abris, un (01) assistant logistique, deux (02) chauffeurs, un (01) agent d'entretien et trois (03) gardiens de bureau

▪ 1 bureau à Maro

Constitué d'une équipe qui comprend un (1) technicien génie civil, un (01) animateur abris, un (01) assistant logistique, un (01) chauffeur, un (01) agent d'entretien et trois (03) gardiens de bureau

L'opération est planifiée sur 12 mois et est gérée par un coordonnateur basé à Goré. Il est à noter que le staff national d'ADES est à majorité jeune et hautement motivé. Le bureau de ADES à Goré est dans l'enceinte du partenaire gouvernemental, la CNARR. Un déménagement sera effectué une fois les travaux de construction du compound achevés.

L'implication des bénéficiaires dans la mise en œuvre sera renforcée à travers l'appui renforcé aux comités d'entraide ; l'implication des leaders communautaires réfugiés et les camps managers.

Le respect de la réglementation tchadienne en matière d'environnement ne sera pas perdu de vue tout au long du projet. Des structures étatiques seront consultées et des conseils auprès des experts seront demandés pour une meilleure collaboration à tous les niveaux. Parallèlement, le prélèvement des matériaux de construction dans la nature se fera de manière contrôlée et sous la supervision d'animateurs abris et des responsables locaux en charge de la protection de l'environnement. Dans ce sens ADES établira avec les Inspecteurs forestiers et les comités des réfugiés un dialogue permanent afin de lever toute suspicion de part et d'autre et d'assurer une saine collaboration, dans le respect de la réglementation en vigueur sur la protection de l'environnement.

3.2 Risk Management

Les affrontements entre éleveurs et agriculteurs ont entraîné l'afflux de plus de 5000 réfugiés à Mbitoye (Département de Mont de Lam). Cela a entraîné compte tenu du manque de ressources additionnelles, une réallocation des ressources pour faire face aux urgences. Du coup, plusieurs besoins initialement identifiés ne pourront être satisfaits à cause de ces imprévus.

D'autre part, il faut noter que certains événements et faits supposés à risques au projet au début de l'exercice comme la tenue des élections présidentielles sur le plan national, se sont avérés pratiquement anodins.

Par contre, même si plusieurs mécanismes de substitution et d'adaptation sont en cours d'étude et d'expérimentation, le projet subit de plein fouet les effets de la baisse de ressources qui influence directement sur la qualité des services rendus aux réfugiés.

Aussi, vu l'évolution de la situation au plan international et sous régional avec les agissements des organisations terroristes, les risques sécuritaires ne sont pas toujours à négliger du côté de l'Est.

Enfin, il conviendrait de dire que le lancement du processus de sélection de partenaires pour l'année 2017 pourrait éventuellement se solder par de changement de partenaires dans un certain nombre de domaines et sites, ce qui pourra si mal géré constituer un véritable risque au projet.

3.3 Coordination

En général, le système de coordination mis en place aussi bien en interne qu'avec les partenaires fonctionne très bien et mérite d'être soutenu.

L'organisation de réunions de coordination sur le terrain entre acteurs à échéances périodiques pourrait contribuer à assurer une bonne coordination.

Du point de vue opérationnel au niveau des camps, les Equipes Multifonctionnelles sont opérationnelles (accompagnées de Suivis Mensuels Renforcés) et ont pour rôle d'harmoniser l'approche de la mise en œuvre et appropriation des actions par les bénéficiaires. Elles sont représentées par l'UNHCR, les réfugiés, la CNARR et tous les partenaires opérationnels et de mise en œuvre. Elles permettent de planifier, évaluer et surveiller la mise en œuvre des activités de tous les partenaires, mais aussi d'évaluer le niveau d'impacts des résultats.

La collaboration avec les acteurs étatiques a été très bonne durant ce premier semestre, mais comme toujours, elle a souffert des mutations récurrentes du personnel de l'Etat, ce qui ne facilite pas une continuité aisée des actions entreprises.

Le projet de construction du Compound des ONGs, est en phase de finition et permettra au second semestre d'assurer une coordination plus aisée et une mutualisation de ressources

3.4 Review and Reporting

Le coordonnateur sera responsable de la production de rapports hebdomadaires des activités de sa circonscription. Ces données collectées et enregistrées serviront à la rédaction de rapports périodiques et finaux par la Représentation ADES de Ndjamen. Chaque semaine, les Techniciens en génie- civil, les animateurs en abris et responsables techniques de la mise en œuvre des projets déposeront leurs rapports au coordinateur. Ensuite, les rapports mensuels seront élaborés par le coordinateur pour transmission à l'UNHCR. Les rapports de suivi de performance et financier seront déposés régulièrement suivant les termes (clauses) et les périodes convenues dans l'accord de partenariat.

Au cours du premier semestre 2016, il n'y a rien de particulier à noter dans le domaine de révisions et de rapportage. Les bureaux terrain ont convenablement partagé avec les partenaires, les rapports hebdomadaires et mensuels narratifs ainsi que les rapports mensuels de suivi des performances. Pour des

activités spécifiques, des rapports spécifiques ont été élaborés et partagés avec les bureaux terrain du HCR voire la représentation à N'Djamena.

En dehors des rapports narratifs, les rapports financiers de suivi budgétaire (IPFMR) ont été élaborés fin Mars et fin Juin et partagés avec la section programme de l'UNHCR à N'Djaména.

Dans le cadre des révisions, nous notons une très bonne collaboration entre les équipes terrain UNHCR et ADES. Dans le souci d'adapter le projet aux réalités évolutives sur le terrain, des décisions portant sur des révisions de stratégie ou d'activités ont été prise de manière consensuelle et des messages électroniques partagés avec les bureaux de N'Djamena pour en faire état. Seulement, il serait à notre avis préférable qu'à ces messages soient jointes des lettres d'autorisation dument signées des personnes habilitées.

3.5 Visibility

ADES a pris toutes les dispositions qui s'imposent pour rendre visibles la plupart des réalisations qui nécessitent la visibilité. Les logos d'ADES, de l'UNHCR et autres partenaires concernés et intervenant dans le projet ont été marqués sur les réalisations.

Malheureusement, il y a besoin que les deux organisations (HCR et ADES) puissent échanger profondément sur la manière avec laquelle les symboles des intervenants aux projets devraient être marqués dans les plus petits détails à savoir, la taille des logos, les couleurs, les positions, les inscriptions,

...

Enfin, on note de manière générale une méconnaissance totale des sources de financement des projets au niveau des partenaires de mise en œuvre qui se contentent dans la plupart des cas de placer uniquement le HCR aux financement des projets. Cette attitude est à corriger puisqu'elle peut dénoter un manque de clarté sur les sources de financement et préjudiciable aux partenariats.

3.5 Other

Après plus d'une décennie d'activités humanitaires, il est à notre avis important de remarquer que la contribution du HCR dans le renforcement des ONG surtout nationales reste mitigée dans les domaines suivants :

- Le plaidoyer et la mobilisation de financements
- Les techniques de rédaction de projets et même la connaissance et l'utilisation des documents de projet du HCR

Pour la pérennisation des actions, cette situation est dangereuse et ne permet pas la diversification des sources de financement.

4.0 RELATED INPUTS AND PROJECTS

4.1 Partner

Dans le cadre de ce partenariat, ADES a apporté son expérience qui représente une valeur ajoutée. Les autres apports sont la prise à sa charge de compléments de salaires ou des indemnités du personnel de la Direction Générale de ADES et l'apport en moyens logistiques (mobile du Directeur Général, du chef de bureau de N'Djamena et du Directeur de Programmes et Projets), en matériels informatiques, ainsi que les coûts de fonctionnement de la direction et des bureaux terrain.

Par ailleurs ADES a aussi apporté à ce projet son expertise et son savoir-faire qui sont des atouts très importants dans la mise en œuvre des activités.

4.2 Other

En dehors de l'UNHCR, ADES a coopéré avec d'autres partenaires qui contribuent au projet. Il s'agit essentiellement des services déconcentrés de l'Etat dont les principaux sont :

- La Délégation des infrastructures,
- La Délégation de l'environnement ;

5.0 UNHCR PROVIDED SUPPORT

Lors de la mise en œuvre du présent projet durant les six (six) premiers mois de l'année 2016, les soutiens apportés par le HCR ont été conséquents pour la réalisation des activités planifiées du projet. Ce sont essentiellement:

- La mise à disposition d'un véhicule Hard Top pour la base de Maro ;
- Les consultations périodiques de sections techniques,
- La fourniture de quelques matériels informatiques

Par contre le retard accusé dans la signature des accords et donc dans le versement de la première tranche a entraîné un retard considérable dans le démarrage des activités.

6.0 CONCLUSIONS/ LESSONS LEARNED

Les réductions budgétaires ont influencé aussi bien les activités que le personnel. Dans le cadre du personnel, certains postes ont été supprimés, ce qui a eu pour conséquences un manque de performance dans certaines activités.

Pour finir, au regard de l'évolution de la situation, nous estimons que le HCR et ses partenaires doivent aller très vite dans leur plaidoyer auprès des décideurs publics afin de permettre l'intégration progressive des besoins des réfugiés dans les programmes des services locaux.

7.0 RECOMMENDED ACTION PLAN FOR IMPROVEMENT OR REVISION REQUIRED

Les révisions suivantes qui ont fait l'objet d'entente préalable entre les deux partenaires sont à envisager sur les accords initiaux du projet. Il s'agit de :

- La construction d'un magasin pharmaceutique au niveau du compound des ONGs
- La suppression de la construction de la salle de prof au profit de la réhabilitation du CEG de Beureuh
- La révision en hausse du budget de la construction d'infrastructures supplémentaires au niveau de l'hôpital de district de Goré
- La révision en hausse du budget de la construction de l'abattoir de Goré
- La fourniture de kits outillage de construction supplémentaires
- La réhabilitation d'un nombre supplémentaire d'abris pour personnes à besoins spécifiques
- L'appui supplémentaire à la réhabilitation d'abris de ménages valides
- L'ajustement conséquent du budget de réalisation du compound
- L'ajustement du budget de construction de salles de classe dans les villages hôtes

Les autres détails seront affinés lors des discussions à mi-parcours

Au niveau de la coordination, le personnel essentiel est dans le besoin de renforcement de capacité dans le domaine de l'utilisation des documents de projets et la rédaction de certains documents techniques. Pour pallier à une partie de ces besoins, la Direction de Programmes et de Projets entend organiser des séances d'échanges avec les responsables de bureaux, les coordonnateurs de secteurs et les assistants administrateurs financiers.

8.0 ACTUAL PROGRESS ACHIEVED TOWARDS PLANNED RESULTS

Results Chain	
Population Planning Group:	Refugiés centrafricains (1TCDA)
Goal:	Protection et solutions mixtes (PF)
Rights Group:	Besoins de base et les services essentiels

Objective Name	Mise en place, amélioration et maintien d'abris et d'infrastructures	
Problem Description:	<p>Durant la période 2012 - 2014, le taux de ménages vivant dans des abris adéquats a évolué de 48,7% à 68,94%. Cette croissance serait encore plus significative n'eut été les contraintes liées à la mise en œuvre des abris en 2014; le type d'abris mis en place est conçu totalement en matériaux locaux et la période propice aux constructions en matériaux locaux est limitée sur 6 mois et la rareté de matériaux (pailles) réduisent les possibilités de construction rapide. A cela s'ajoutent les difficultés d'ordre logistique pour le transport des matériaux de construction.</p> <p>Du fait de la durée de vie de certains matériaux constitutifs des abris, il y a lieu de procéder à l'entretien sur une période biennale notamment pour la toiture. Le manque d'entretien du toit des abris pour les vulnérables les exposera aux intempéries (vents, pluie) et accidents (chute de bois de la toiture). Dans le même sens, les infrastructures communautaires mises en place aux camps et villages hôtes sont à protéger contre un délabrement précoce. A cet effet, l'entretien régulier de ces infrastructures est l'unique solution pour leur durabilité. Beaucoup d'infrastructures au camp ne sont pas bien entretenues faute d'une bonne appropriation de la part des bénéficiaires (refugiés) et une faible capacité des comités d'entraide/entretien à veiller sur les infrastructures. Le renforcement de capacité dans le domaine de l'entretien donnera un coup de pouce pour le déclenchement du respect du bien public et sera également un élément de leur autonomisation.</p>	
Intended Impact:	L'impact escompté ici est d'assurer l'accès des personnes à des abris adéquats.	
Actual Impact:	500 ménages réfugiés et 20 ménages autochtones ont été appuyés dans la réhabilitation des abris et vivent actuellement dans des abris adéquats protégés contre les intempéries avec un minimum d'intimité	
Impact Indicator(s)		
Impact Indicator Name	Site/Location	Actual
% des ménages vivants dans un logement adéquat	All sites (Belom, Dosseye, Doholo, Amboko, Gondjé)	81,63%

Output	Status Update on Progress Achieved		
(416A) Fourniture de matériel et de kits d'outillage pour les abris	<ul style="list-style-type: none"> - 60 kits matériels (outillage) ont été achetés et rendus disponibles au niveau des différents sites pour aider aux travaux de construction - 520 kits matériaux constitués essentiellement de pailles ont été fournis aux ménages pour la réhabilitation de leurs abris 		
Performance Indicator(s)	Site/Location	Performance Target	Actual progress
Nombre de kits d'outillage et de matériels pour les abris fournis.	Belom	20	20
	Dosseye	30	30

	Dembo	05	05
	Doholo	05	05
Nombre des personnes recevant un appui aux abris	Belom	200	200
	Dosseye	100	100
	Doholo	100	100
	Amboko	50	50
	Gondjé	50	50
	Villages hôtes (Dembo)	20	20

Objective Name	Renforcement des services destinés aux personnes ayant des besoins spéciaux		
Problem Description:	Les personnes à besoins spécifiques sont, dans l'ensemble, dans l'incapacité de construire elles-mêmes leurs abris ou de les réhabiliter/reconstruire après délabrement. Les comités d'entraide qui existent dans les camps assistent le HCR et ADES dans l'identification des personnes concernées et appuient le HCR et ADES dans la construction et/ou la réhabilitation des abris pour personnes à besoins spécifiques.		
Intended Impact:	L'impact escompté est d'assurer sans discrimination l'accès des personnes à besoins spécifiques à des abris décents.		
Actual Impact:	500 personnes à besoins spécifiques ont été appuyées dans la réhabilitation de leurs abris avec la participation des comités d'entraide et vivent actuellement dans des abris adéquats		
Impact Indicator(s)			
Impact Indicator Name	Site/Location	Actual	
% de personnes prises en charge à besoins spécifiques, ayant accès à des services liés à leurs besoins spéciaux.	All sites	90%	

Output	Status Update on Progress Achieved		
(419AG) Appui aux personnes ayant des besoins spéciaux	1 150 personnes à besoins spécifiques ont été appuyées par des matériaux et la main d'œuvre dans la réhabilitation de leurs abris avec la contribution des comités d'entraide		
Performance Indicator(s)	Site/Location	Performance Target	Actual progress
Nombre de personnes ayant des besoins spéciaux recevant un appui (non monétaire)	Amboko,	75	75
	Belom,	400	400
	Dosseye	500	500
	Gondje	75	75
	Doholo	100	100
	Villages hôtes	50	00

Results Chain	
Population Planning Group:	Refugiés centrafricains (1TCDA)
Goal:	Protection et solutions mixtes (PF)
Rights Group:	Autonomisation et autosuffisance communautaire

Objective Name	Promotion de la coexistence pacifique avec les communautés locales	
Problem Description:	<p>La rareté des ressources naturelles telles que la terre en général et le terrain cultivable en particulier, le foret et le bois, le fleuve, le pâturage, constitue une source majeure de conflit entre les réfugiés et les autochtones. A l'accueil des réfugiés, les autochtones ont senti avoir déjà contribué pour l'accueil et l'installation des réfugiés, en leur donnant à manger, en leur donnant des parcelles pour la culture, ... et continuent encore à appuyer les réfugiés jusqu'à maintenant, et surtout qu'ils doivent partager les ressources naturelles avec eux. Toutefois, le nombre de réfugiés continue d'augmenter et la pression sur les ressources naturelles devient de plus en plus forte, l'accès à ces ressources devient une source de conflits entre les réfugiés et les autochtones comme l'interdiction faite aux réfugiés de pêcher et la confiscation de leurs outils de pêche, l'interdiction de collecter les bois morts.</p> <p>Dans les villages d'accueil où sont installés les réfugiés, le problème est plus accentué car à leur arrivée, les autochtones ont accueilli, ont installé les réfugiés dans leurs maisons, etc. Actuellement, les assistantes reçues par les réfugiés, comme les vivres, les AGR ou les UCA deviennent une source de tension ou de mépris envers les deux communautés, faisant en sorte que le traitement en général des réfugiés dans les villages d'accueil est différent de celui des autochtones. A titre d'exemple, le prix des denrées alimentaires au marché est plus élevé pour les réfugiés, les autochtones se servent en premier dans les points d'eau avant les réfugiés. L'intégration sociale des réfugiés dans les villages d'accueil est encore à ses débuts que les réfugiés qualifient d'une intégration de façade. Comme les autochtones sont frustrés d'être obligés de partager avec les réfugiés leurs ressources naturelles, les réfugiés eux-aussi le sont quand ils sont contraints de partager avec les autochtones leurs vivres.</p> <p>Le problème récurrent entre les éleveurs et les agriculteurs met aussi en péril la cohabitation pacifique aussi bien entre une même communauté qu'entre deux communautés différentes. Des agressions violentes font souvent suite aux bagarres opposant un agriculteur et un éleveur. Les causes peuvent être dues à l'absence de couloir de transhumance mais elles peuvent aussi provenir d'une invasion des champs de culture par les troupeaux, en quête d'aliments. Souvent quand il s'agit d'une opposition entre un réfugié et un autochtone, les réfugiés se sentent souvent lésés par les décisions fréquemment partiales de la plupart des chefs traditionnels</p>	
Intended Impact:	Les populations locales supportent la présence continue des réfugiés	
Actual Impact:	Diminution des tensions intercommunautaires	
Impact Indicator(s)		
Impact Indicator Name	Site/Location	Actual
Les populations locales supportent la présence continue des réfugiés (Oui/Non)	All sites	Oui

Output	Status Update on Progress Achieved		
(511AC) Mise en œuvre des projets bénéficiant aux communautés d'accueil et aux communautés déplacées	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un abattoir à Goré à terme - Construction 2 salles d'hospitalisation pédiatriques à l'hôpital de district de Gore à terme - Réhabilitation de l'hôpital de district de Maro en cours - Le projet de construction d'un bureau pour les enseignants à Beureuh a été annulé au profit de la réhabilitation de la toiture de 4 salles de classe au CEG de Beureuh. - Bien que non inséré dans le budget initial, par nécessité, il a été procédé à la réhabilitation du centre de santé de Beureuh 		
Performance Indicator(s)	Site/Location	Performance Target	Actual progress
Nombre de projets bénéficiant aux communautés d'accueil et aux communautés déplacées mis en œuvre.	Villages hôtes	1	0
	Goré	2	2
	Beureuh	1	2
	Maro	1	En cours

Objective Name	Amélioration de l'autosuffisance et des moyens d'existence		
Problem Description:	<p>L'insuffisance de terres cultivables excluant toute possibilité de mise en jachère entraîne leur surexploitation et en conséquence la baisse de leur fertilité. Les afflux de nouveaux réfugiés centrafricains suite à la dégradation de la situation sécuritaire en RCA perturbe la planification. Indisponibilité d'institution de micro finance dans certains cas limitant ainsi le développement de la micro finance et fragilise par conséquent l'économie des ménages. Insuffisance de volonté des autochtones à octroyer des terres agricoles additionnelles pour cause d'insuffisance des projets mixtes. Inexistence de centre de formation d'apprentissage en nouvelles technologie de communication maintien les jeunes dans le désespoir continu.</p> <p>Le secteur élevage reste toujours vulnérable aux maladies par insuffisance de couverture zo-sanitaire du bétail dans tout le département (la zone de couverte par les projets humanitaires se limite autour d'un rayon très faible. L'augmentation du troupeau et le non-respect de couloir de passages consécutif aux derniers afflux a contribué à l'amplification les conflits entre agriculteurs/éleveurs. Limitation des ressources financières des acteurs humanitaires limites interventions conséquentes dans ces secteurs.</p>		
Intended Impact:	Assurer l'autosuffisance alimentaire et améliorer les conditions d'accès des réfugiés aux terres agricoles		
Actual Impact:	A cause de la mise en place de quelques infrastructures, plusieurs personnes ont eu la possibilité de développer des activités génératrices de revenus ; ce qui contribue actuellement à leur procurer des moyens de subsistance		
Impact Indicator(s)			
Impact Indicator Name	Site/Location	Actual	
% de personnes prises en charge (18-59 ans) ayant leur propre affaire ou travaillant	All sites	51% - 73%	

comme indépendants depuis plus de 12 mois		
---	--	--

Output	Status Update on Progress Achieved		
(513AA) Possibilité d'accès à la production agricole/l'élevage/la pêche	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de 1 clinique vétérinaire à Dosseye, - Construction de 1 clinique vétérinaire à Gondjé, - Construction de 1 clinique vétérinaire à Amboko Par faute de budget et pour de questions stratégiques, la construction du grenier communautaire à Doholo n'a pas eu lieu <ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un abattoir à Goré (dans l'objectif coexistence pacifique) 		
Performance Indicator(s)	Site/Location	Performance Target	Actual progress
Nombre de personnes prises en charge recevant du matériel/une aide pour les activités de production agricole/l'élevage/la pêche	Kondro	15 000	15 000
Nombre de personnes ayant accès aux infrastructures sociocommunautaires mises en place	Doholo Goré	3 000 20 000	3 000 20 000
Nombre de cliniques vétérinaires construites	Dosseye Gondjé Amboko Doholo	1 1 1 1	1 1 1 0
Nombre de bureaux construits	Doholo	1	1

Objective Name	La gestion des opérations, la coordination et le soutien renforcés et optimisés
Problem Description:	<p>On constate un « pléthore » du nombre des partenaires de mise en œuvre dans la sous délégation. L'insuffisance des acteurs de développement dans la zone ne facilitant pas l'autonomisation des bénéficiaires.</p> <p>La plupart des acteurs de mise en œuvre programme du HCR dans le sud ont travaillé depuis des années dans des conditions sous-standard, notamment en termes de moyens de communication, du matériel informatique, des moyens roulants etc. la diminution des ressources affectent négativement les réponses à apporter aux populations. Le recours aux ressources locales, y compris les ONG locales doit être amélioré. Après 10 ans dans la région, on peut se demander pourquoi les activités humanitaires de base sont toujours mises en œuvre par des ONG internationales.</p> <p>La structure opérationnelle actuelle ne permet une présence permanente des acteurs dans les villages d'accueil. La collaboration avec les acteurs étatiques est bonne, mais elle souffre des mutations récurrentes du personnel de l'Etat ce qui ne facilite pas une continuité aisée des actions entreprises. A l'heure de l'autonomisation des réfugiés, le passage de relais en terme de capacités opérationnelles est lent entre les acteurs humanitaires et les réfugiés. Ce qui a pour conséquence le</p>

	maintien de l'assistanat. Les procédures, orientations et politiques en matière de gestion des ressources n'est pas effective chez quelques partenaires.	
Intended Impact:	Efficacité des mécanismes de gestion programmatique	
Actual Impact:		
Impact Indicator(s)		
Impact Indicator Name	Site/Location	Actual
Perfectionnement et amélioration de la gestion et de la coordination des camps (oui/non)	Goré / Maro	Oui

Output	Status Update on Progress Achieved		
(811AH) Fourniture des services généraux de gestion des projets	Construction d'un compound des ONGs pour la mutualisation des ressources.		
Performance Indicator(s)	Site/Location	Performance Target	Actual progress
Mise en place, maintien et/ou fourniture d'autres services de gestion de projets et d'appui (oui/non)	Goré Maro	Oui	En cours